

LE MALAISE DU FRANÇAIS: PRISE DE CONSCIENCE OU CRISE DE CONSCIENCE?

ANDRÉ BÉNIT

Universidad Autónoma de Madrid

RESUMEN

Según una parte del profesorado y de los medios de comunicación, la lengua francesa no pasa por su mejor momento. El diagnóstico varía poco y las causas alegadas son muchas: del abandono de la lectura hasta el carácter poco claro de las relaciones entre la gramática y la lingüística. Esta constatación sobre la crisis de la lengua francesa vuelve a plantear una pregunta antigua pero vigente: ¿se justifica, e incluso se necesita, una política de la lengua francesa. Por eso nos proponemos delimitar el objeto de una política de esta índole, descubrir los peligros que amenazan la lengua francesa, analizar la noción de crisis del lenguaje y catalogar los factores -lingüístico, social, económico, académico y cultural- que pudieron agudizar este sentimiento de malestar durante las últimas décadas. Sin duda las inquietudes surgidas de los cambios históricos recientes empujan al hombre a valorar cada vez más las herramientas de identificación de su ser, entre las que se encuentra la lengua. Indiscutiblemente varios de estos factores son válidos para el conjunto de las lenguas de los países industrializados. Sin embargo, los francófonos se enfrentan a un fenómeno de mayor importancia para su consciencia: el auge de la idea de francofonía y la revelación de la variedad lingüística y cultural de su comunidad. Pretender construir esta comunidad conlleva una serie de implicaciones considerables y constituye un reto importante para el futuro de la lengua francesa. Así, antes de hablar de “defensa” del francés -lo cual parece anunciar un retroceso- y de elogiar sus trampas y sutilezas, no sería mejor contemplar su “promoción” a largo plazo?

Palabras clave: malestar, crisis, francés, diversidad, francofonía.

RÉSUMÉ

À en croire une partie du corps enseignant et des médias, la langue française se porterait mal. Le diagnostic varie peu et la liste des causes invoquées est longue: de la désaffection vis-à-vis de la lecture au caractère incertain des rapports entre la grammaire et la linguistique. Ce constat posé sur la crise du français repose une question certes ancienne mais toujours d'actualité: une politique de la langue française se justifie-t-elle, voire s'impose-t-elle? C'est pourquoi nous nous proposons ici de circonscrire l'objet

même d'une telle politique, de dépister les dangers qui menaceraient l'intégrité de la langue française, d'analyser la notion de crise langagière et de répertorier les facteurs -linguistique, social, économique, académique et culturel qui ont pu aiguïser ce sentiment de malaise au cours des dernières décennies. Indéniablement, les inquiétudes nées des mutations historiques récentes poussent l'homme à valoriser de plus en plus les instruments d'identification de soi, parmi lesquels sa langue. Sans doute plusieurs de ces facteurs valent-ils pour l'ensemble des langues des pays industrialisés -ce qui prouve que la crise du français est avant tout une crise de conscience-, mais les francophones se trouvent confrontés à un phénomène majeur pour leur conscience: l'essor de l'idée de francophonie et la révélation de la variété linguistique et culturelle de leur communauté. Vouloir construire cette communauté a des implications- considérables et représente un formidable défi pour l'avenir de la langue française. Ainsi, plutôt que de parler de "défense" du français -ce qui paraît annoncer un repli- et de célébrer ses pièges et ses subtilités, ne conviendrait-il pas davantage d'envisager sa "promotion" à long terme?

Mots-clés: malaise, crise, français, diversité, francophonie.

ABSTRACT

The mass media and many teachers agree that the French language is going through a rough patch. While the diagnosis is clear there are numerous symptoms offered. From the downslide in the reading to the lack of clarity insofar as the relationship between grammar and linguistics. This observation regarding the existing crisis in the French language brings up an old though valid question: Is an active campaign regarding the French language necessary or indeed justified? With this in mind we propose to limit the function of the campaign to discovering what elements actually endanger the French language, to analyze the idea of crisis in language and to catalogue all those linguistic, social, economic, academic and cultural factors which have contributed to the sense of malaise in recent decades. Without a doubt recent historical changes have provoked man to question and evaluate all that which contributes to his sense of self-identification, including language. There is no question but several of these factors would apply to the majority of languages in industrialized countries. However French speakers must deal with a phenomenon which implicates their conscience to a greater degree: the growing concept of cultural implications of "Francophonie" and an awareness of the linguistic and cultural variety within their community. To build this community further entails a considerable number of implications and supposes an important challenge for the future of the French language. Therefore, before we speak about the "defense of the French language" —which seems to imply defeat- or before we praise the subtleties and snares within the language itself, wouldn't we be better to contemplate its long term promotion?

Keywords: malaise, crisis, French, diversity, "Francophonie"

Il pourrait sembler qu'en France il y ait des questions plus urgentes ou plus vitales que celle de la Défense de la Langue Française. Pourtant un certain nombre de journaux ou hebdomadaires consacrent une ou plusieurs colonnes d'une façon régulière à ladite défense. Je ne trouve pas le propos futile, mais il me semble que l'entreprise est en général marquée par l'esprit de défaite, car c'est toujours du point de vue de la défensive qu'une pareille défense est faite et cette défense se réduit toujours à des "défenses" et à des interdictions. On ne pense qu'à entretenir, conserver, momifier. C'est du point de vue de l'offensive qu'il faut défendre la langue française (Queneau, 1965).

Cette réflexion, vieille de près de 35 ans, de Raymond Queneau, qui constatait par ailleurs que la langue française que l'on "défend", la langue écrite, n'a plus que de lointains rapports avec la véritable langue française, la langue parlée, n'a rien perdu de son actualité.

A en croire, encore aujourd'hui, une partie assez importante du corps enseignant et des médias (cibles habituelles des critiques!), le français serait à l'agonie.

Le diagnostic varie peu et la liste des causes invoquées est longue: le nombre dérisoire d'heures imparties à l'enseignement de la langue, la désaffection vis-à-vis de la lecture, l'abandon de l'analyse et de l'orthographe, le caractère incertain des rapports entre la linguistique et la grammaire... et un long etc.

Devant un tel constat se repose une question, certes ancienne mais toujours brûlante, notamment en Belgique francophone où l'insécurité linguistique frappe une large frange de la population: *Une politique de la langue française se justifie-t-elle, voire s'impose-t-elle?*¹. Pour y répondre, sans doute faudrait-il d'abord circonscrire l'objet même d'une telle politique -la langue.

Notre réflexion se base sur celles de plusieurs linguistes de grand prestige: Marc Wilmet, Jean-Marie Klinkenberg, Bernard Cerquiglini et Patrick Charaudeau.

Pour ceux qui se penchent sur le malade, plusieurs dangers menaceraient l'intégrité de la langue française:

- l'**usage populaire** serait un facteur de perversion du bien-parler.

Mais n'est-ce pas oublier, comme le rappelle Charaudeau (1992, p.102), que sans les mots *grossiers* et les expressions *familières*, qui enrichissent le langage dans la mesure où ils permettent d'exprimer des émotions et des états d'âme, notre langue perdrait une bonne partie de sa saveur !

- l'**emprunt** aux langues étrangères appauvrirait et dénaturerait la langue française.

Mais c'est ignorer que ce phénomène atteint peu la syntaxe de la langue emprunteuse et qu'une langue est nécessairement issue d'une autre langue, à travers d'incessantes transformations au fil du temps et à la faveur de contacts -plus ou moins violents- entre des populations riches, chacune, de leur idiome de communication et de culture. N'est-ce pas dans une telle perspective qu'il faut considérer l'*emprunt*: tantôt un état de fait, parfois une nécessité, toujours un enrichissement? Selon Charaudeau,

une langue n'évolue qu'à travers les tentatives d'usages transgressifs et de créations qui jouent avec (ou contre) les normes. [...]. On pourrait dire qu'il en est de la langue comme d'une société: son dynamisme ne réside pas dans sa capacité à éliminer les sources de conflits; elle réside dans sa capacité à gérer les conflits (Charaudeau, 1992, p.106).

- la **dysorthographe** exercerait ses ravages y compris chez les intellectuels.

Klinkenberg relève que les dommages n'affecteraient pas que le patrimoine linguistique: c'est aussi contre l'imagination et la sensibilité que conspireraient photos de presse et ordinateurs en simplifiant la représentation des faits et des sentiments. La crise de la langue serait donc une crise de culture, voire une crise morale. Comme le signale Charaudeau, depuis le temps qu'on parle de *désagrégation*, le bon peuple de France serait quelque peu perverti. Car il s'agit bien d'un emploi moralisant de ce mot.

1.- Voir RISOPOULOS, Basile-Jean (février 1992) "Préface" à *Le français en débat* (Textes des conférences organisées par la Maison de la Francité (1990-1991) et prononcées par Marc Wilmet, Jean-Marie Klinkenberg, Bernard Cerquiglini et Roger Dehaybe), *Français & Société* 4, Communauté française de Belgique-Wallonie Bruxelles, Service de la Langue française, Direction générale de la Culture et de la Communication, pp.3-5.

Est-il possible que nous en soyons arrivés là sans même réagir? Nous ne remonterons pas ici aux origines du mal. Mais les constats posés sur la *crise du français* depuis plusieurs siècles rendent perplexes: si la chute était aussi brutale que d'aucuns le disent, à quel charabia ressemblerait notre langue?

Surpris, on l'est aussi lorsqu'on tente de vérifier ce qui peut l'être. Tâche difficile car les données fiables sur les compétences langagières et les définitions de la maîtrise linguistique manquent. Des données sont toutefois disponibles à propos de l'orthographe, un secteur où la crise serait des plus aiguës. Et pourtant, les résultats des études menées depuis plusieurs années convergent: le niveau des compétences en orthographe s'améliore depuis que celle-ci existe comme matière scolaire.

Le discours sur la crise ne serait-il donc qu'une rengaine séculaire?

Comme le propose Klinkenberg, il serait utile de distinguer les secteurs de la langue frappés par la crise et ceux qui y échapperaient, d'étudier l'origine de l'idée de cette crise et de voir à quelles préoccupations elle correspond et de quelles situations objectives elle est l'image fantasmatique.

Le langage, on le sait, est un instrument aux fonctions multiples, l'essentielle étant peut-être celle de communication.

Mais la langue traduit aussi une façon d'appréhender le monde: "Le découpage de l'univers n'est pas défini une fois pour toutes. Il est toujours relatif, lié qu'il est au système de connaissance, aux valeurs d'une culture, aux fonctions utilitaires définies par celle-ci. A ce que l'on nommera une encyclopédie" (Klinkenberg, 1996, p.30). Nous savons tous que les mots pour exprimer et donc pour penser le temps, les couleurs et combien d'autres réalités diffèrent d'une langue à l'autre. C'est dire que la langue signifie nos appartenances. Et puisqu'elle est le meilleur instrument dont nous disposons pour communiquer et le moyen qui nous permet de saisir l'univers et de nous y insérer, il est logique que nous lui conférions un tel poids symbolique.

Inévitablement, on est amené à se demander si la crise du langage frappe la langue dans sa fonction instrumentale ou symbolique.

Que la crise affecte la fonction instrumentale de la langue semble démenti par la réalité: les francophones écrivent et se parlent encore intelligiblement.

La crise affecterait-elle plus spécialement certains secteurs sociaux? Sans doute nos systèmes d'éducation ne sont pas parfaits: l'alphabétisation se généralise cependant, signe évident de progrès.

La crise instrumentale se manifesterait-elle dans l'évolution du langage? Mais une langue à l'abri des autres langues et de la "corruption" relève du mythe adamique. Toute *langue vivante* serait alors en crise permanente. De plus, si la langue était stable, cela signifierait qu'une communauté socio-linguistique serait incapable de s'adapter et d'évoluer, et que du même coup elle ne connaîtrait aucun conflit politique, social ou culturel:

Une langue vivante n'est pas une langue homogène parfaitement normée et réglée par des prescriptions, seraient-elles académiques. [...].

Une langue vivante, c'est au contraire une langue hétérogène et active, qui témoigne de la diversité même des groupes sociaux qui la parlent. [...].

Une langue vivante évolue dans la marge, hors de l'académisme (Charaudeau, 1992, p.115).

Les linguistes savent aussi que ce qui définit la personnalité des langues: la phonologie, la morphologie et la syntaxe, est dans une phase d'évolution lente. En revanche, le lexique -la partie la moins essentielle de la langue bien que la plus visible- évolue vite. Certes, un tel mouvement motive l'impression de crise, mais justifie-t-il qu'on parle de désagrégation?

Selon Klinkenberg, la crise ne frappant pas notre langue dans sa fonction instrumentale, elle sera donc de l'ordre du symbolique. Et sans doute cette distinction (instrumental/symbolique) éclaire-t-elle les divergences d'opinions des linguistes -plutôt rassurants- et des grammairiens -alarmistes- ainsi que les résultats paradoxaux fournis par des enquêtes récentes: les Belges francophones disent par exemple que leur langue est en crise mais pensent la maîtriser mieux que leurs parents².

Que la crise du français est une *crise de conscience* ne fait plus guère de doute lorsqu'on constate que des rumeurs identiques circulent à propos des principales langues de culture des Etats industrialisés. Le tableau peint aux Etats-Unis est aussi sombre qu'il l'est dans la francophonie européenne, mais faits de langage et de société y sont étroitement associés: "La langue est dans tous ses aspects [...] inséparable de la morale [...]. Le déclin de l'anglo-américain figure celui des Américains en tant qu'êtres humains" (Cité par Klinkenberg, 1992, p.34), y lit-on sous certaines plumes. La crise de la langue est donc le symptôme d'un malaise plus diffus: la déliquescence de certaines valeurs.

D'après Klinkenberg, pour qui les inquiétudes nées des bouleversements historiques poussent l'homme à valoriser davantage les instruments d'identification de soi, parmi lesquels sa langue, quatre facteurs ont pu aiguïser le sentiment de crise au cours des vingt dernières années.

1. Le premier, le plus proche des fonctions instrumentales du langage, est la relation nouvelle nouée entre l'écrit et l'oral.

La crise de la langue semble affecter principalement l'écrit. Mais peut-on, malgré le mythe de l'audio-visuel triomphant, parler de "désaffection"? Contrairement à la prophétie de Marshall McLuhan et de ses prosélytes, l'écrit n'est-il pas aujourd'hui plus présent que jamais dans nos cultures?

Manifestations bien grossières de la compétence linguistique, dira-t-on... Ce n'est pas l'avis de qui considère les produits si variés de la rhétorique contemporaine, de cette rhétorique créatrice qui est à l'oeuvre autour de nous, à chaque instant, dans l'argot comme dans les titres de presse, dans la publicité comme dans le jargon des sciences. Elle illustre la souplesse et la ductilité du langage, dont les ressources sont inlassablement sollicitées. Elle nous prouve que nos langues ne sont pas des malades souffreteux à isoler. Elle nous montre enfin les trésors d'énergie créatrice que nous y déployons (Klinkenberg, 1992, p.36).

Selon Klinkenberg, la compétence à manier l'écriture ne décline pas mais ses fonctions ont fortement évolué depuis plusieurs décennies dans le sens de son *autonomisation*: longtemps

2.- Voir notamment plusieurs numéros de la revue *Français & Société*

- GARSOU, Martine (février 1991) *L'image de la langue française. Enquête auprès des Wallons et des Bruxellois*, 1.

LAFONTAINE, Dominique (mars 1991) *Les mots et les Belges. Enquête sociolinguistique à Liège, Charleroi, Bruxelles*, 2.

- FRANCARD, Michel (avril 1993) *L'insécurité linguistique en Communauté française de Belgique*, 6.

Voir également BLAMPAIN, Daniel; GOOSSE, André; KLINKENBERG, Jean-Marie & WILMET, Marc (Sous la direction de) (1997) *Le français en Belgique. Une langue, une communauté*, Louvain-la-Neuve, Duculot-Ministère de la Communauté française de Belgique.

simulacre de la parole qu'il représentait, fixait dans le temps et transmettait dans l'espace, l'écrit délaisse ses fonctions séculaires exercées aujourd'hui par des techniques plus efficaces. Ainsi,

pour que la phase critique que nous vivons oriente nos sociétés vers une meilleure maîtrise de leurs moyens d'expression, ne faudrait-il pas, plutôt que de se lamenter, repenser la place de l'écrit dans nos formations? Car la langue écrite que nous avons connue ne peut désormais être le modèle unique de toute langue (Klinkenberg, 1992, p.38).

Les deux facteurs suivants, la crise de la civilisation dans les années 80 et la réorganisation de la stratification sociale au cours des trois dernières décennies, sont moins directement linguistiques.

2. Certaines périodes de l'histoire sont propices à un repli sur soi et sur des valeurs sûres. Le terme "cocooning", entré très récemment dans les dictionnaires, ne traduit-il pas cette recherche de sécurité caractéristique des phases de mutations? Le sentiment d'angoisse né de ces bouleversements se projette aussi sur la langue. "Faut-il [...] s'étonner d'un mouvement qui donne un prix élevé à tout ce qui compense l'insignifiance en créant du sens, à tout ce qui enrayer la dissolution en créant de l'identité?", s'interroge Klinkenberg (1992, p.39). Parmi les valeurs à cultiver, celle du langage. Mais la langue, changeante et fuyante, ne s'offre pas comme une valeur refuge. N'est-il pas logique, dans ces conditions, de la dire *en crise*?

D'autres éléments sont venus alimenter ce discours, déjà à l'ordre du jour dans les années septante.

3. Klinkenberg fait intervenir ici la notion du *remodelage de la morphologie sociale* développée par Nicole Guenier.

Certaines périodes sont témoins d'un redéploiement des catégories sociales, lequel a forcément des effets linguistiques.

Dès la moitié de ce siècle se produit l'essor du secteur tertiaire, auquel se superpose, au cours de la décennie 60, l'arrivée des enfants du *baby boom* de l'après-guerre sur le marché des études, puis sur celui du travail. La conjugaison de ces facteurs socio-économique et démographique créera des conditions propices à l'apparition du discours sur la crise.

D'une part, la tertiarisation de l'économie a surtout bénéficié aux classes moyennes, celles qui éprouvent le plus intensément l'*insécurité sémiotique*, un phénomène produit "par le rapport entre norme évaluative et norme objective" (Klinkenberg, 1996, p.217). Cette insécurité se révèle en effet des plus vive au sein des groupes qui ont une image assez claire de la norme à suivre (référence du bien-parler), et dont l'ascension sociale est liée à la maîtrise de celle-ci, mais qui sont conscients de la non-conformité de leurs usages à cette variété "légitime" de la langue, celle qui permet d'imposer le *pouvoir symbolique*. C'est dire que cette insécurité affecte principalement la petite bourgeoisie et les femmes. Le *remodelage de la morphologie du corps social* a donc accentué globalement le malaise linguistique et, partant, le sentiment de crise.

D'autre part, la scolarisation a des effets paradoxaux. Alors qu'elle devrait assurer la *sécurité sémiotique*, cette institution peut détériorer la représentation que les apprenants ont de leurs usages langagiers.

D'un côté, la scolarisation renforce souvent l'insécurité. Car, si l'école introduit à la connaissance de la norme évaluative, "celle qui consiste à étalonner les variétés sur une échelle de légitimité" (Klinkenberg, 1996, p.215), elle n'en fournit pas pour autant la maîtrise effective.

Par ailleurs, la scolarisation accrue bouleverse l'échiquier social. Tant qu'elles étaient une prérogative des classes privilégiées, les études étaient une marque de distinction. Dès lors qu'elles se démocratisent, elles perdent de leur prestige, d'où la volonté de certains de chercher de nouvelles marques de supériorité et de dénigrer les périmées. Cela conduit à un second paradoxe: alors que *le niveau monte*, d'aucuns prétendent que *tout fout le camp*³.

Comme le signale Guenier, ces mutations sociologiques devaient faire naître "par rapport à la culture en général et à la langue en particulier l'espoir d'une appropriation croissante"(Cité par Klinkenberg, 1992, p.41). La crise économique se chargerait cependant de dissiper les illusions engendrées par l'évolution du système scolaire. En outre, tandis que les rejets des classes moyennes envahissent les Facultés qui offraient alors des légitimités d'ordre symbolique, celles de sociologie, de philosophie et lettres ou de sciences politiques, les formations les mieux valorisées par une société de plus en plus néolibérale seraient bientôt les scientifiques et les techniques.

Dans ces conditions, n'est-il pas compréhensible que les formations humanistes, celles où le langage occupe une place centrale, deviennent aussi la cible de ceux qui avaient misé sur la maîtrise linguistique et culturelle comme source de reconnaissance et de pouvoir? Rien de surprenant à ce que leur amertume s'exprime en termes de crise, voire de décadence.

Si les phénomènes mentionnés jusqu'ici valent pour les langues des pays développés - et ce, même si l'unitarisme hyper-poussé de leur langue accentue chez les francophones le sentiment d'insécurité-, le quatrième facteur est, lui, propre au français: la nouvelle position, problématique, qui est la sienne sur le marché linguistique mondial.

4. Les francophones d'Europe sont sensibles à cette réalité, et le seront de plus en plus, "puisque le déséquilibre entre langues et entre cultures n'est ici que la conséquence d'un déséquilibre économique et politique, et que ce déséquilibre, favorisé par l'évolution générale de la planète, ne peut que s'accroître dans les décennies qui viennent" (Klinkenberg, 1992, p.42).

Toutefois, il est un autre phénomène, majeur pour la conscience de ces francophones mais dont le poids est peu explicite: l'essor de l'idée de *francophonie* et, à travers elle, la révélation de la variété de leur communauté linguistique.

Le français est comme les autres langues: *il n'existe pas en tant que tel*. Ce singulier à *français*, Wilmet propose lui aussi de le remplacer par un pluriel, car l'existence d'*un français* unitaire et univoque relève, dit-il, de la fiction. La langue française varie en effet selon au moins quatre facteurs: *chronologique, géographique, socio-professionnel et fonctionnel* (Wilmet, 1997, p.12). Ce qui existe donc, ce sont *des français*, et ce au coeur même de l'Hexagone. Mais cette évidence, longtemps occultée par une centralisation linguistique extrême, tarde à être reconnue. Et la France -ou tout simplement Paris!-, contrairement aux métropoles colonisatrices devenues linguistiquement minoritaires, continue de régner sur une communauté où seule une minorité de locuteurs s'expriment en français depuis le berceau.

Vouloir construire cette communauté a des implications considérables.

C'est admettre que le français est *pluriel* non seulement par ses formes mais aussi par les expériences qu'il permet de relater; il n'est plus l'apanage du pays linguistiquement le plus gen-

3.- Voir BAUDELLOT, C. & ESTABLET, R. (1989) *Le niveau monte. Réfutation d'une vieille idée concernant la prétendue décadence de nos écoles*, Paris, Seuil, Coll. L'épreuve des faits et THÉVENOT, J. (1985) *La France, ton français fout le camp*, Gembloux, Duculot.

darmé mais le bien à part entière d'un continent saccagé et exsangue. Ce français se doit désormais d'exprimer des réalités in-ouïes, souvent insupportables.

C'est aussi assumer des responsabilités vitales, se forcer à un examen de conscience en profondeur. Car si le français veut être l'avocat de la diversité dans un monde en proie à l'uniformisation culturelle, il lui faut s'ouvrir à la *diversité* et plaider pour la *tolérance*, deux des trois axes autour desquels Wilmet articule l'idée qu'il se fait du français, le troisième -sur lequel nous reviendrons brièvement- étant celui de l'*intransigeance*.

L'avènement de la francophonie est donc un formidable défi pour le francophone à la fois confiant de n'être plus seul au monde mais inquiet de découvrir que sa langue revêt des visages bigarrés et qui l'interpellent, et ce au moment précis où ce qu'il cherche, c'est le confort et le réconfort d'une langue homogène.

On le voit, le discours, rabâché à l'envi, sur la crise de la langue déplace le problème. Car la langue n'est qu'un des symptômes d'un malaise plus profond, qui concerne moins le linguiste ou le grammairien que l'Homme convié à modifier ses réflexes et à adopter des attitudes nouvelles:

Apprendre ce qu'est réellement une langue [...]. Traduire en termes explicites tout ce qu'il y a d'implicite dans les débats sur la langue [...]. En cette matière comme dans d'autres, combattre les mythes, en développant l'esprit critique. Cesser de croire que la "défense" de la langue est une (car qui dit défense dit ennemi. Il est [...] facile de culpabiliser l'usager qui est le seul à pouvoir faire vivre la langue, en la parlant. Il l'est moins, par contre, de combattre l'inégalité, cette abstraction sans visage). [...] Adapter la langue aux besoins nouveaux, par exemple en l'aidant à mieux exprimer l'univers, la femme. Et surtout, rendre à l'usager la confiance en ses propres capacités langagières.

Bref, il importe de réorienter le respect qui se porte sur la langue: ce sont ses usagers qui doivent en bénéficier (Klinkenberg, 1992, p.44).

De même que Charaudeau pour qui une Ecole désireuse de rester en prise sur la vie et le monde extérieur se doit de "travailler avec/sur une langue vivante, au risque -enrichissant- d'avoir à se confronter avec sa *diversité*" (Charaudeau, 1992, p.115), Wilmet condamne le conservatisme de l'enseignement et rêve de voir les professeurs divulguer à leurs élèves les mille ressources du français et compléter la variété *légitime* par celles jusqu'ici moins bien connotées.

Dénonçant par ailleurs la "véritable conspiration" en faveur du multilinguisme à tout prix dont nous sommes aujourd'hui victimes, Wilmet rappelle qu'une maîtrise approfondie de la langue maternelle est la meilleure assise à toutes connaissances littéraires ou scientifiques.

Bien plus nuisible que le phénomène de l'emprunt déjà évoqué est, selon lui, la mentalité des grands consommateurs d'anglo-américanismes: les technocrates au jargon arrogant, les publicitaires qui inventent des boissons "light" (alors que l'anglais dit "diet"), les programmeurs de radio qui diffusent à toute heure des tubes anglais alors que précisément la chanson constitue un patrimoine culturel populaire fondamental. Et que penser des scientifiques francophones qui jugent préférable de communiquer le fruit de leurs recherches en anglais plutôt que de le faire dans leur langue maternelle, et ce en dépit des lamentations des scientifiques anglophones qui déplorent la "pidginisation" de leur langue par les francophones? La conséquence de cette tendance de plus en plus marquée à délaisser l'usage du français est simple: le français est loin de refléter la part des contributions francophones à la science.

Pour Bernard Cerquiglini, il est possible, dans le domaine des langues, d'intervenir sur la conscience linguistique des spécialistes et de leur rappeler, citant Mitterand, que "Personne n'en-

tend plus un peuple qui perd ses mots” La langue est en effet un bien commun à tous les citoyens qui la parlent et c’est un bien qui doit être considéré comme essentiel à la vie sociale et politique (Cerquiglioni, 1992, p.47).

On le voit, les propos tenus par les linguistes présentent des points communs, parmi lesquels le caractère modéré et raisonnablement optimiste des opinions émises sur ce que l’on appelle communément “la crise” du français: son “état de santé” ou sa “dégénérescence” ne sont donc pas aussi graves que certains le prétendent. Ainsi, plutôt que de parler de “défense” du français -ce qui paraît annoncer un “repli”- et de célébrer ses pièges et ses subtilités, ne conviendrait-il pas davantage d’envisager sa “promotion” à long terme?

REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

CERQUIGLINI, Bernard (1992) “Qu’est-ce qu’une politique linguistique?”, in Basile-Jean RISOPOULOS (éd.) *Le français en débat, Français & Société 4*, Communauté française de Belgique-Wallonie Bruxelles, Service de la Langue française, Direction générale de la Culture et de la Communication, pp.47-53.

CHARAUDEAU, Patrick (1992) *Grammaire du sens et de l’expression*, Paris, Hachette.

GUENIER, Nicole (1985), in Jacques MAURIS (éd.) *La crise des langues*, Québec-Paris, Conseil de la langue française - Le Robert.

QUENEAU, Raymond (1965) *Bâtons, chiffres et lettres*, Paris, Gallimard.

KLINKENBERG, Jean-Marie (1992) “Le français: une langue en crise?”, in Basile-Jean RISOPOULOS (éd.) *Le français en débat, Français & Société 4*, Communauté française de Belgique-Wallonie Bruxelles, Service de la Langue française, Direction générale de la Culture et de la Communication, pp.25-45.

KLINKENBERG, Jean-Marie (1996) *Précis de sémiotique générale*, Bruxelles, De Boeck & Larcier.

WILMET, Marc (1992) “Une certaine idée du français”, in Basile-Jean RISOPOULOS (éd.) *Le français en débat, Français & Société 4*, Communauté française de Belgique-Wallonie Bruxelles, Service de la Langue française, Direction générale de la Culture et de la Communication, 7-23.

WILMET, Marc (1997) *Grammaire critique du Français*, Louvain-la-Neuve, Duculot-Hachette.

